Procès-verbal

Le vendredi 20 juin 2025 à 19 heures 00, l'assemblée, régulièrement convoquée le 14 juin 2025, s'est réunie sous la présidence de Franck ROGOVITZ, Maire.

Présents : Christian EDLINGER, Pascal HAMMAN, Eric PICCO, Rémy RESLINGER, Franck ROGOVITZ, Gwladys ANDRE-LELOUP, Brigitte COLLIOT, Marie-Laure FORNIES, Anne-Marie HARTARD, Evelyne LAMPERT, Patricia PIGEON

Absents et excusés : Michel ATTINETTI, Grégoire CHAUDRON, Christophe GALVANI, Dominique THEOBALD

Secrétaire de la séance : Violaine Busetto

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 14 mars 2025
2. Approbation du Document Unique des Risques Professionnels
3. Plan de gestion différenciée
4. Rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable (Syndicat Mixte des Eaux de Boulay)

0. Communications :

- *Par décision gouvernementale, il sera interdit de fumer dans les lieux publics à compter du 1er juillet 2025 : parcs et jardins, abribus, abords de l'école, installations sportives...*
- *Le recensement des habitants de la commune se déroulera du 15 janvier et 14 février 2026.*
- *Un arrêté municipal règlementant l'utilisation des canons à gaz effaroucheurs a été pris en date du 16 mai 2025 afin de garantir la tranquillité publique. Leur utilisation est désormais encadrée notamment au niveau des horaires d'utilisation. Toute installation d'un tel dispositif doit faire l'objet d'une déclaration préalable en mairie.*
- *Travaux de requalification des voiries rue de l'Eglise et rue des Ecoles : dans un premier temps la réfection des réseaux d'assainissement et des réseaux d'eau sera réalisée cet été. Les travaux de réaménagement des voiries débuteront à compter du mois de septembre*
- *Plan Communal de Sauvegarde (PCS) : Etabli pour la première fois en 2016, le PCS a été complètement révisé sur la base des préconisations du SDIS de la Moselle afin de le rendre plus opérationnel. Le PCS liste l'ensemble des risques auxquels peut être soumis la commune (inondations, canicules, transport de matières dangereuses, etc.), présente l'organisation communale qui est mise en place pour y répondre et liste l'ensemble des moyens humains et matériels mobilisables.*

1. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 14 mars 2025

L'ensemble des conseillers municipaux a été destinataire du procès-verbal de la séance du 14 mars 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le procès-verbal du 14 mars 2025.

2. Approbation du Document Unique des Risques Professionnels

VU le Code du travail, notamment ses articles L4121-3 et R4121-1 et suivants,

VU le code général de la fonction publique, notamment l'article L811-1,

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

VU l'avis favorable Comité Social Territorial en date du 20 juin 2025,

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la mise en place du document unique d'évaluation des risques professionnels est une obligation pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Afin de répondre à cette obligation, la collectivité a renforcé sa démarche de prévention en établissant son document unique d'évaluation des risques professionnels.

L'ensemble des services et matériels a été étudié afin de répertorier tous les risques potentiels. Les agents ont également été consultés afin d'analyser leurs postes de travail.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans la collectivité afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes. C'est un véritable état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Sa réalisation permet ainsi :

- de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels,
- d'instaurer une communication sur ce sujet,
- de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens,
- d'aider à établir un programme annuel de prévention.

Le document unique doit être mis à jour une fois par an en fonction des nouveaux risques identifiés ou lors d'une réorganisation modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail. Il relève de l'entière responsabilité de l'autorité territoriale qui doit donc veiller à ces prescriptions.

Plus largement, le document unique d'évaluation des risques professionnels est amené à évoluer en fonction des situations rencontrées et des actions mises en place pour diminuer les risques professionnels et améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- **DE VALIDER** le document unique d'évaluation des risques professionnels et le plan d'actions annexés à la présente délibération.

- **D'APPROUVER** l'engagement de l'autorité territoriale à mettre en œuvre le plan d'actions issues de l'évaluation des risques et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du document unique.

3. Plan de gestion différencié

La commune a mis en place un plan de gestion différencié de ses espaces communaux depuis 2017. Cette approche implique une gestion des espaces publics avec des intensités et des soins différents selon les zones considérées. Aucun produit phytosanitaire n'est plus utilisé dans la commune depuis 2017.

L'approche a conduit à reconsidérer certains espaces, notamment par la végétalisation du cimetière, la réalisation de plantations résistantes à la sécheresse, la désimperméabilisation et la végétalisation de certaines zones, ainsi que des pratiques d'entretien telle que la fauche tardive, le paillage ou le désherbage manuel.

L'objectif est de s'éloigner d'une gestion « horticole » où un espace « propre » serait sans herbes folles, voire complètement minéral, sans aucune biodiversité.

La gestion différenciée repose sur une classification des espaces en fonction de leur usage, de leur fréquentation, de la fréquence de passage et de la typologie de l'espace. Tous les espaces publics sont concernés (chemins piétons, espaces verts autour de l'école, cimetière, chemins communaux, etc.). Une analyse des espaces existants a permis de définir trois classes de zones avec des méthodes d'entretien adaptées :

Ainsi, la gestion différenciée sur la commune s'articule autour de 3 classes :

- **Classe 1 (rouge)** : Zones à forte visibilité (mairie, salle des fêtes, cimetière végétalisé) nécessitant un entretien régulier pour des raisons sécuritaires, culturelles ou esthétiques, avec des actions préventives comme le brûleur thermique ou l'arrachage manuel. La tonte y est réalisée tous les 15 jours en période de forte croissance et les haies sont taillées une fois par an
- **Classe 2 (orange)** : Zones de moyenne visibilité (chemins piétons, entrées de village, accotements des départementales, abords du groupe scolaire, etc.) où un entretien périodique est nécessaire, mais les exigences sont moindres et le développement de la biodiversité est encouragé. Un passage de tondeuse est effectué pour marquer l'entretien, et la majeure partie des surfaces est laissée en fauchage tardif. La taille des haies est annuelle.)
- **Classe 3 (jaune)** : Zones à faible visibilité et à enjeux en matière de biodiversité, sans exigence particulière, encourageant le développement de la végétation et de la biodiversité. Le fauchage y est réalisé une fois par an avant l'automne.

Les chemins communaux sont également classés pour un entretien différencié :

- **Classe bleu clair** : 1 entretien annuel (fauchage) pour les chemins fréquentés et proches de l'enveloppe urbaine
- **Classe brune** : 1 entretien tous les 2 ans (fauchage + élagage) pour les chemins plus éloignés et moins fréquentés.
- **Classe bleu foncé** : 1 entretien tous les 3 ans (élagage) pour les chemins d'accès à des parcelles forestières ou agricoles privées, favorisant le développement de la végétation et de la biodiversité tout en évitant l'enfrichement.

Le Maire présente à l'assemblée deux cartes élaborées pour identifier visuellement les niveaux de gestion : une pour les zones urbaines (utilisée par l'ouvrier communal) et une pour les chemins hors enveloppe urbaine (utilisée par le conseiller municipal en charge de l'entretien).

L'arrosage dans la commune est limité aux périodes de chaleur et de sécheresse, en utilisant l'eau de la fontaine de Varize pour les plantes situées dans les jardinières (en moyenne 2 à 3 fois par semaine). Le paillage est systématisé dans les jardinières et sur la quasi-totalité des espaces plantés communaux pour réduire l'assèchement trop rapide des sols et les besoins en arrosage, voire les supprimer. Les jardinières sont équipées en plantes vivaces et les quelques massifs près de la mairie disposent de plantes à oignons qui nécessitent peu voire quasiment pas d'eau. La commune réalise chaque année des plantations pour renforcer celles déjà existantes qu'il s'agisse de renforcement de haies ou de plantations d'arbres résistants et adaptés au changement climatique et bénéfiques pour la biodiversité. L'utilisation de l'outil SESAME permet de sélectionner de telles essences.

La mise en place de la gestion différenciée de la commune a fait l'objet d'une information des habitants à l'occasion de la végétalisation du cimetière. Les changements de pratiques ont été progressifs ce qui a permis leur acceptation par la plus grande majorité des habitants.

Une évolution du plan de gestion différenciée pourra être réalisée en tant que de besoin en lien avec les principaux intéressés (ouvrier communal et élus municipaux).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le plan de gestion différencié, annexé à la présente.

4. Rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable (SMEB)

L'adjoint au Maire Rémy RESLINGER procède à la présentation du rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'année 2023, qui a été élaboré par le Syndicat Mixte des Eaux de Boulay, en application du décret n° 95-635 du 6 mai 1995. Il souligne que le prix de l'eau a subi une augmentation, due notamment aux coûts plus élevés de la collecte et du traitement de l'eau (facture type 120m³ pour un foyer : 593,64 € TTC en 2023 contre 663,92 € TTC en 2024). Ce rapport annuel est consultable par la population en mairie.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- **APPROUVE** le rapport annuel du service public de l'eau potable 2023, du Syndicat Mixte des Eaux de Boulay.

La séance est levée à 20h37.

Le Maire,

Franck ROGOVITZ

La secrétaire de séance,

Violaine Busetto